
Convention collective nationale

IDCC : **7024** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Convention collective

IDCC : **8832** | **EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES AGRICOLES**
(Haute-Loire et Lozère)
(11 août 1982)

(Étendue par arrêté du 30 novembre 1982,
Journal officiel du 20 janvier 1983)

Avenant n° 87 du 10 février 2022

NOR : AGRS2297037M

IDCC : 7024, 8832

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de Haute-Loire ;

Fédération départementale des CUMA de Haute-Loire ;

Fédération départementale des CUMA de Lozère,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Union départementale CFTC de Haute-Loire ;

Union départementale CFTC de Lozère ;

Syndicat général agro-alimentaire CFDT de Haute-Loire ;

Syndicat général agro-alimentaire CFDT de Lozère ;

Union départementale CFE-CGC de Haute-Loire,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La convention collective nationale production agricole/CUMA du 15 septembre 2020 (IDCC 7024) stipule que les conventions collectives territoriales devenues accords collectifs autonomes au 1^{er} avril 2021 ne sont pas remises en cause, et que, dans le cadre d'un dialogue social renforcé, ces accords collectifs font l'objet de négociations régulières répondant aux besoins exprimés par les partenaires sociaux.

Entre autres, elle prévoit :

- que certaines stipulations conventionnelles peuvent être définies, adaptées ou complétées au niveau territorial et/ou professionnel, sous réserve du respect des dispositions d'ordre public légal ou conventionnel et le cas échéant, dans le cadre préalablement défini par la convention collective nationale concernée ou par les accords applicables à la (aux) branche(s) visée(s) (art. 1.2) ;
- une classification des emplois avec un certain nombre de dispositifs (chapitre 4) ;
- que les salariés sont rémunérés sur la base d'un salaire horaire minimum fixé soit par l'annexe « Grille de salaires », soit par accord territorial ou sectoriel et que la grille des accords territoriaux et sectoriels ne peut être inférieure à l'annexe « Grille de salaires » de la convention collective nationale concernée (art. 5.1/annexe 1).

Suite à la revalorisation du salaire minimum de croissance (Smic) au 1^{er} janvier 2022 et à la conclusion de l'avenant « Salaires n° 4 du 18 janvier 2022 » à la convention collective nationale « Production agricole/Cuma », les partenaires sociaux départementaux se sont réunis et se sont accordés sur la révision de la grille de salaires minima, applicable aux salariés relevant uniquement de la production agricole, et figurant à l'annexe II de la convention collective de travail du 11 août 1982 concernant les exploitations et entreprises agricoles des départements de Haute-Loire et Lozère (devenue accord collectif départemental), en s'alignant sur la grille nationale, mais en adoptant de manière exceptionnelle une disposition plus favorable en matière de date d'effet de l'avenant n° 4 du 18 janvier 2022 à la convention collective nationale production agricole/Cuma. En l'absence de représentants de l'union régionale des entrepreneurs des territoires à la réunion lors de la négociation collective, aucune disposition n'a été prévue pour les salariés relevant des ETARF.

La branche de la production agricole étant constituée principalement de petites et moyennes entreprises, les stipulations de la convention collective et accords liés répondent aux contingences visées à l'article L. 2261-23-1 du code du travail concernant les entreprises de moins de cinquante salariés.

Article 1^{er}

L'annexe II « Salaires » de la convention collective de travail du 11 août 1982 concernant les exploitations et entreprises agricoles des départements de la Haute-Loire et de la Lozère est abrogée et remplacée par la suivante :

« Exploitations et entreprises agricoles

(Exploitations agricoles de polyculture, d'élevage, de culture ou d'élevage spécialisés, de maraîchage, d'horticulture, de pépinière ; coopératives d'utilisation de matériels agricoles de la Haute-Loire et de la Lozère)

À compter du 1^{er} mars 2022, les salaires minimaux applicables au personnel des exploitations et entreprises de la production agricole et des Cuma sont fixés selon la grille ci-après :

Échelon	Coefficient	Salaire horaire en euros
Palier 1	9 – 11	10,57 €
Palier 2	12 – 16	10,66 €
Palier 3	17 – 24	10,82 €
Palier 4	25 – 35	11,06 €
Palier 5	36 – 51	11,57 €
Palier 6	52 – 73	12,15 €

Échelon	Coefficient	Salaire horaire en euros
Palier 7	74 – 104	12,90 €
Palier 8	105 – 143	13,82 €
Palier 9	144 – 196	14,98 €
Palier 10	197 – 270	16,61 €
Palier 11	271 – 399	18,91 €
Palier 12	400	21,62 €

La classification des emplois correspondants figure au chapitre 4 de la convention collective nationale de la production agricole et des Cuma (IDCC 7024).

Article 2

Le présent avenant dont les parties demandent l'extension prend effet le 1^{er} mars 2022.

Un exemplaire en sera remis à chacune des organisations signataires et déposé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Fait au Puy-en-Velay, le 10 février 2022.

(Suivent les signatures.)